



DÉCLARATION D'AGRÉMENT DES ENTREPRISES FOURNISSANT UNE DOMICILIATION JURIDIQUE (ENTREPRENEUR INDIVIDUEL)

Mentions relatives au RGPD formulaire domiciliation d'entreprises

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et au Règlement général sur la protection des données (RGPD) les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé et conservées sous un format papier. Le responsable du traitement est le préfet du Rhône.

La base légale de ce traitement relève de la mission d'intérêt public de la préfecture du Rhône, en application du règlement général sur la protection des données (RGPD – article 6 (1)e).

Les données collectées ont pour finalité de traiter les demandes de délivrance de l'agrément préfectoral pour exercer l'activité de domiciliation juridique d'entreprises.

Tous les champs du formulaire sont nécessaires au traitement et au suivi du dossier. En cas de non fourniture par l'utilisateur de ces données, la préfecture du Rhône ne sera pas en mesure de traiter son dossier.

Les données collectées ou une partie d'entre elles seront communiquées aux seuls destinataires suivants : les agents de la préfecture du Rhône contribuant à la gestion des dossiers des demandes de délivrance de l'agrément préfectoral pour exercer l'activité de domiciliation juridique d'entreprises ainsi qu'aux greffes des Tribunaux de commerce concernés.

Les données sont conservées pendant la durée de l'agrément accordé à l'entreprise (6 ans renouvelables).

Pour exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation et d'effacement (sous certaines conditions, art.17 du RGPD), vous devez vous adresser au Correspondant du délégué ministériel à la protection des données de la préfecture du Rhône et de la sous-préfecture de Villefranche sur Saône, au 18 rue de Bonnel 69003 Lyon ou à l'adresse pref-donnees-personnelles@rhone.gouv.fr **en joignant une copie de votre pièce d'identité**. Conformément à l'article 21 du RGPD, vous avez le droit de vous opposer à tout moment au traitement des données vous concernant, en justifiant de raisons tenant à votre situation particulière. Ce droit s'exerce de la même manière.

Ce traitement est contrôlé par le délégué ministériel à la protection des données du ministère de l'intérieur (Délégué ministériel à la protection des données - Ministère de l'intérieur - Place Beauvau - 75800 Paris Cedex 08).

Vous pouvez aussi déposer une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés :

- en ligne : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- ou par écrit : CNIL - 3 place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07.

PREMIÈRE DEMANDE
(Barrer les mentions inutiles)

RENOUVELLEMENT

MODIFICATION
Motif :

N° D'AGREMENT (Année-N°) :

1/ COORDONNÉES DE L'ENTREPRISE

Dénomination de l'entreprise :

Activité de l'entreprise :

Adresse de l'entreprise : N° rue

Code postal Ville

Adresse mail Téléphone

Le cas échéant, adresse de l'établissement secondaire de l'entreprise :
En cas d'établissements secondaires multiples, merci d'établir une annexe à la demande indiquant les coordonnées de chaque établissement

N° rue

Code postal Ville

Cas particulier : si la société était en activité au 31/12/09, indiquer le **numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers** (accompagné de l'extrait k bis ou D1 correspondant), voire son numéro d'enregistrement au CFE pour un auto-entrepreneur :

Numéro RCS :

Numéro Répertoire des Métiers :

Numéro Insee (autoentrepreneur) :

2/ COORDONNÉES ET ÉTAT CIVIL DE L'EXPLOITANT

Nom, prénom de l'exploitant :

Date de naissance [][] [][][] Lieu de naissance

Domicile personnel de l'exploitant : N° rue

Code postal Ville

Qualité et profession de l'exploitant :

Fait à _____, le _____

Signature du déclarant :

PIECES A JOINDRE : VOIR LISTE CI-APRES

ATTESTATION D'HONORABILITE

Une attestation d'honorabilité doit être établie pour chacun des dirigeants, exploitants, actionnaires ou associés.

Je soussigné(e), prénom, nom

Domicilié(e) : n°..... **rue**.....

Code postal..... **Ville**.....

Exerçant la profession de :

.....

Et agissant en qualité :

.....

De l'entreprise individuelle :

Dénomination/ raison sociale :.....

Le cas échéant sa forme juridique :

.....

Adresse du siège social : n°..... **rue**.....

Code postal..... **Ville**.....

Numéro RCS :

Numéro Répertoire des Métiers :.....

Numéro Insee (autoentrepreneur) :.....

Le cas échéant, adresse de l'établissement secondaire :

En cas d'établissements secondaires multiples, merci d'établir une annexe récapitulant les coordonnées de chaque établissement secondaire

Adresse : n°.....rue.....

Code postal..... Ville.....

ATTESTE QUE :

Je n'ai jamais fait l'objet d'une condamnation définitive pour crime ou à une peine d'au moins trois mois d'emprisonnement sans sursis pour :

- l'une des infractions prévues au titre 1er du livre III du code pénal et pour les délits prévus par des lois spéciales et punis des peines prévues pour l'escroquerie et l'abus de confiance ;
- recel ou l'une des infractions assimilées au recel ou voisines de celui-ci, prévues à la section 2 du chapitre 1er du titre II du livre III du code pénal ;
- blanchiment ;
- corruption active ou passive, trafic d'influence, soustraction et détournement de biens ;
- faux, falsification de titres ou autres valeurs fiduciaires émises par l'autorité publique, falsification des marques de l'autorité ;
- participation à une association de malfaiteurs ;
- trafic de stupéfiants ;
- proxénétisme ou l'une des infractions prévues par les sections 2 et 2 bis du chapitre V du titre II du livre II du code pénal ;
- l'une des infractions prévues à la section 3 du chapitre V du titre II du livre II du code pénal ;
- l'une des infractions à la législation sur les sociétés commerciales prévues au titre IV du livre II du présent code ;
- banqueroute ;
- pratique de prêt usuraire ;
- l'une des infractions prévues par la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries, par la loi du 15 juin 1907 relative aux casinos et par la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 relative aux jeux de hasard ;
- infraction à la législation et à la réglementation des relations financières avec l'étranger ;
- fraude fiscale ;
- l'une des infractions prévues aux articles L. 115-16 et L. 115-18, L. 115-24, L. 115-30, L. 121-6, L. 121-28, L. 122-8 à L. 122-10, L. 213-1 à L. 213-5, L. 217-1 à L. 217-3, L. 217-6 à L. 217-10 du code de la consommation ;
- l'une des infractions prévues aux articles L. 8221-1 et L. 8221-3 du code du travail ;

Je n'ai pas été l'auteur de faits ayant donné lieu, depuis moins de cinq ans, à une sanction disciplinaire ou administrative de retrait de l'agrément de l'activité de domiciliation ;

Je n'ai pas été frappé de faillite personnelle ou de l'une des mesures d'interdiction ou de déchéance prévues au livre VI du code du commerce.

Fait à _____, le _____

Signature du déclarant :

**PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER
- POUR UN ENTREPRENEUR INDIVIDUEL -**

- la déclaration d'agrément des entreprises fournissant une domiciliation juridique (entrepreneur individuel) complétée et signée ;
- Extrait KBIS de moins de 3 mois ou D1 pour les entreprises soumises à l'immatriculation au répertoire des métiers ;
- Copie d'une pièce d'identité de l'exploitant en cours de validité ;
- Document permettant de connaître l'état civil de l'exploitant : extrait d'acte de naissance... ;
- Extrait de casier judiciaire n° 3 pour les ressortissants étrangers ;
- Toutes pièces, pour l'établissement principal et le ou les établissement(s) secondaire(s), justifiant de la mise à la disposition des personnes domiciliées de locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance d l'entreprise ainsi que la tenue, la conservation et la consultation des livres, registres et documents prescrits par les lois et règlements. Il peut s'agir d'un plan de masse du bâtiment, de relevés cadastraux des locaux, d'un descriptif des locaux accompagné de photographies ;
- Tous documents pour justifier que l'entreprise est propriétaire des locaux mis à la disposition de la personne domiciliée ou titulaire d'un bail commercial pour l'établissement principal et le ou les établissement(s) secondaire(s). Il peut s'agir soit d'un acte notarié, soit d'un contrat de bail qui autorise l'activité de domiciliation d'entreprises ou de centre d'affaires ;
- L'attestation d'honorabilité dûment complétée et signée.

En fonction du dossier présenté, d'autres pièces pourront être demandées.